

Burundi : l'ONU choquée par des exécutions sommaires à Bujumbura

UN News Centre, 23 octobre 2015 Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit extrêmement préoccupé vendredi par la détérioration rapide de la situation sécuritaire et des droits de l'homme au Burundi. « Nous sommes particulièrement choqués par l'incident mortel qui a eu lieu le 13 octobre dans le quartier de Ngagara à Bujumbura, où au moins neuf civils auraient été sommairement exécutés par des forces de police appartenant à l'API (Appui pour la Protection des Institutions), une unité de police en charge de la protection des institutions de l'État », a déclaré un porte-parole du HCDH, Rupert Colville (photo), lors d'un point de presse à Genève.

M. Colville a précisé qu'un membre du personnel de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Evariste Mbonihankuye, et un cameraman bien connu de la Radio-Télévision nationale du Burundi (RTNB), Christophe Nkezabahizi, ainsi que sa femme et leurs deux enfants, figurent parmi les victimes. Selon le HCDH, au moins 198 personnes ont été tuées au Burundi depuis le 26 avril 2015, dont un tiers d'entre elles (63 personnes) au cours des trois dernières semaines seulement. « Alors que les forces de police fouillaient des maisons dans la zone, les membres de la famille Nkezabahizi auraient été sommés de sortir de leur domicile, alignés et abattus de sang-froid », a déclaré le porte-parole, ajoutant que des rapports suggèrent que le membre du personnel de l'OIM portait son badge de l'ONU lorsqu'il a été abattu. M. Colville a précisé qu'il s'agit de la première fois qu'un travailleur humanitaire est tué par les forces de sécurité depuis le début de la crise. « Cet incident déplorable a apparemment déclenché par une confrontation contre trois officiers de police de l'API par des jeunes armés non identifiés dans ce même quartier », a indiqué le porte-parole, soulignant qu'un des policiers aurait été tué et un autre blessé dans cette première attaque. Quatre autres personnes, dont un mineur, ont également été tuées par la police dans un incident séparé au même endroit, le même jour, a ajouté M. Colville, mentionnant que des impacts de balles sur au moins quatre maisons ont été constatés par l'équipe du HCDH sur le terrain. « Les maisons ont également été pillées par la police », a précisé le porte-parole, ajoutant que la création par le procureur général du Burundi d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur l'incident de Ngagara et a appelé à ce que cette enquête soit « transparente, impartiale et conforme aux normes nationales et internationales des droits humains ». « Nous demandons aux autorités de instruire clairement tous les membres de leurs forces de sécurité que de tels agissements seront sévèrement punis par la loi », a déclaré M. Colville.